

"Le mondialisme", *Liberté économique et progrès social*, 125, octobre 2008, pp. 18-32.

Le mondialisme ¹

François Guillaumat et Georges Lane.

Le mondialisme est le projet d'instituer un état mondial qui gouvernerait l'ensemble des peuples.

Il conviendrait peut-être enfin d'y voir clair, étant donné toutes les confusions sur ce thème, et toutes les fausses distinctions. C'est donc sur ces deux grands points que nous allons envisager la question : celui des confusions que l'on entretient à propos du mondialisme, et celui des fausses distinctions qui persistent à son sujet. Nous aurons ainsi l'occasion de souligner que le protectionnisme, comme le mondialisme, n'est qu'un élément de la subversion socialiste, en soi relativement vain mais politiquement préoccupant parce qu'il est le plus susceptible de brouiller l'esprit des conservateurs, et par conséquent de convertir la Droite au socialisme, qu'elle en ait conscience ou non.

Un discours exaspérant d'absurdité et d'impuissance

Il est donc préoccupant d'entendre un discours, né il y a une quinzaine d'années, qui vitupère sous la même dénomination de "mondialisme" des principes qui sont en fait totalement opposés, des projets politiques en réalité aux antipodes l'un de l'autre. Ce discours "anti-mondialiste"-là est un tissu de contradictions, mais hélas ses adeptes ne semblent toujours en avoir aucune conscience.

A l'évidence, dans la mesure où il dénonce le mondialisme pour ce qu'il n'est pas, et ne le dénonce pas pour ce qu'il est, *ce discours-là fait justement le jeu du mondialisme* : il désamorce, il sape la critique du mondialisme, il compromet sa dénonciation. Il empêche toujours de tordre le cou au projet mondialiste en exposant son caractère criminel et destructeur, parce qu'il lui reproche de souhaiter ce qu'il ne souhaite pas, et parce qu'il accuse d'être ses complices des gens qui sont en réalité fait ses adversaires, et ses adversaires *les plus efficaces* parce qu'ils sont en fait *les seuls qui ne soient pas incohérents*.

Et ce discours soi-disant "anti-mondialiste", qui s'est insinué dans les milieux nationalistes français à l'instigation de technocrates infiltrés au Front National --et de socialistes nationaux qui ne ne pouvaient naturellement pas aller ailleurs, ce discours est en train de se solidifier. Il est parfois tenu par des gens qui sont d'une intelligence et d'une lucidité incontestables mais que l'on voit, sur ce sujet, préférer des arguments incohérents. On dirait parfois, au détour d'une conversation, qu'ils ont brusquement été victimes du [Radjaïdjah](#) --le poison-qui-rend-fou, parce qu'ils nous disaient tantôt des

choses parfaitement raisonnables et puis voilà que, deux secondes plus tard, ce qu'ils disent est absurde à se taper la tête contre les murs.

Donc, ce discours qui est en train de se solidifier, il faut le casser, en dissolvant les *confusions* qu'il entretient, et en réfutant les *fausses distinctions* sur lesquelles il repose. D'où notre démarche, qui vise d'abord à dénoncer les confusions, et ensuite à exposer les fausses distinctions.

La dénaturation d'un concept

Le socialisme pseudo-démocratique² repose se sert souvent sur des mots qui n'ont pratiquement aucun sens identifiable dans le contexte politique où ses adeptes prétendent les appliquer.

Ces "anti-concepts" sont destinés à permettre aux puissants d'imposer leur arbitraire, en leur faisant dire ce qu'ils veulent.

C'était la démarche de Humpty Dumpty dans *De l'autre-côté du miroir* de Lewis Carroll. Humpty Dumpty dit à Alice que les mots ont le sens qu'il a décidé de leur donner, et aucun autre ; et de préciser : *ce qui compte c'est de savoir qui sera le patron.*

L'exemple-type de ces "anti-concepts" est la "Tolérance", cette prétendue norme qui implique logiquement de disqualifier toute norme, et dans la pratique celles des seuls opposants aux soi-disant "tolérants" qui entreprennent d'*imposer par la force* les leurs propres soi-disant en son nom.

Quand on invente des anti-concepts comme la "Tolérance", ou la "Discrimination" ou encore la "Haine", pour imposer un projet politique, c'est qu'on a décidé de détruire la pensée pour pouvoir détruire le Droit.

Dans notre cas, cependant, c'est plutôt à la dénaturation d'un concept qui a un sens précis que l'on a affaire --un petit peu comme l'inflation, pour d'autres raisons : c'est le *mondialisme*, projet de ceux qui veulent imposer un gouvernement mondial à l'ensemble des peuples.

Mondialisme contre mondialisation

Le mondialisme, donc, c'est le projet de ceux qui veulent imposer un *gouvernement mondial* à l'ensemble des peuples. Et *absolument rien d'autre* !

Imposer un gouvernement mondial, dans quel but ? -- *Pour le monopole* ; pour pouvoir imposer toutes sortes de lubies socialistes, parce qu'il faut empêcher que quiconque puisse échapper à ces lubies socialistes-là : lorsqu'il y a des états suffisamment petits pour que ce soit facile de *voter avec ses pieds*, le socialisme voit ses esclaves lui échapper (ce ce qui arrive), et dans ces conditions-là le socialisme ne peut pas s'imposer aussi facilement.

Donc le projet mondialiste est un projet socialiste, et ce projet-là n'a rien à voir avec ce qu'on appelle "la mondialisation". Ce qu'on appelle la "mondialisation", c'est le retour à un niveau de développement des échanges --dans un monde qui est de toutes façons mondial-- qui existait déjà avant 1914, au début du XXe siècle : relativement aux productions nationales les échanges y étaient alors aussi développés qu'aujourd'hui, et leur développement actuel ne fait donc que nous ramener à cette époque antérieure aux catastrophes du vingtième siècle.

De ce point de vue, la notion de "mondialisation" en elle-même n'a même pas de sens puisque le commerce s'est toujours développé partout où il y avait des hommes : il est *déjà mondial*, et on ne peut pas le "mondialiser" ; tout ce qu'on peut faire, c'est le *développer*.

Coïncidence de confusions et d'oppositions à propos des échanges

Les échanges traversent souvent les frontières, et quand ils s'intensifient cela veut dire que de plus en plus de gens découvrent l'intérêt qu'ils ont à échanger avec les individus qui se trouvent habiter dans une autre circonscription étatique que la leur ; mais que ce soit leur intérêt à tous, donc conforme au bien commun, d'échanger à travers les frontières, ne veut absolument pas dire qu'il faudrait les supprimer, ces frontières-là. Bien au contraire, dans la mesure où, plus l'État est petit et plus il est absurde de sa part d'empêcher des échanges avec l'extérieur, les gens qui veulent échanger librement ont intérêt à ce que les états soient petits, soient les plus petits possible, soient aussi petits qu'il est compatible avec une organisation sérieuse de leur défense nationale.

Par conséquent, *les partisans de la liberté des échanges ne sont absolument pas pour le gouvernement mondial* : ils seraient plutôt pour les petits pays ; ils seraient pour l'autonomie, voire l'indépendance de la Bretagne, si c'est ce que désirent les Bretons ; pour l'autonomie, voire l'indépendance de l'Alsace si c'était ce que veulent les Alsaciens ; et en tout cas pour l'indépendance de la Suisse, pour l'indépendance de la Croatie, pour la souveraineté de l'Estonie, de l'Ukraine et de la Géorgie, qui ne sont pas des projets mondialistes mais qui, au contraire, pourraient bien plutôt passer pour *nationalistes*.

S'il y a des gens qui s'imaginent que les partisans de l'indépendance des petits pays seraient "mondialistes", on ne désespère quand même pas de leur faire comprendre leur erreur.

Evidemment, *certaines mondialistes tiennent quelquefois un langage qui est proche de celui des partisans du libre-échange*, parce qu'ils répètent, comme prétexte pour supprimer les frontières, l'argument évidemment exact comme quoi celles-ci peuvent être l'occasion d'entraver les échanges et donc de nuire aux intérêts de tous. 1

Cependant, ce n'est à qu'un masque de leurs intentions véritables . La réalité c'est qu'à eux il importe peu que les frontières empêchent ou non les échanges. Ces échanges, ils ne veulent pas qu'ils soient libres : bien au contraire ce qu'ils veulent c'est les *rançonner*, ce qui implique nécessairement de les *entraver*, et la meilleure preuve c'est qu'ils les *entravent* partout ailleurs, partout où leurs douaniers policiers et autres agents du fisc peuvent mettre le nez dans vos affaires.

Il s'ensuit que *le mondialiste, qui n'aurait nul besoin de l'être s'il ne voulait pas vous imposer les lubies du socialisme, n'est pas du tout un partisan de la liberté des échanges*. Ce qu'il reproche aux frontières, c'est qu'elles *limitent le pouvoir de voler* de la police et autres hommes de l'état aux ordres du socialisme. La police française ne peut voler votre argent (ce qui est l'essence du socialisme) que si vous habitez la France. Si vous habitez ailleurs, par exemple en Suisse, eh bien la police française ne peut pas vous y voler votre argent. Evidemment, la police suisse le fera aussi à son tour --dans une moindre mesure-- mais les frontières délimitent l'espace où, dans le socialisme contemporain, les policiers peuvent voler les gens. C'est cela que les socialistes reprochent aux frontières, et c'est pour cela qu'il y en a tant qui veulent les supprimer --ceux qui disent que le "cadre national n'est plus adapté à l'ampleur des problèmes".

Pour leur part, les partisans de la liberté des échanges ne veulent pas du tout les supprimer, ces frontières : ce qu'ils veulent c'est qu'elles ne servent pas de énième *prétexte*, entre autres *prétextes*, pour *rançonner* les personnes qui échangent et les *empêcher d'échanger* ; car c'est partout qu'ils sont, eux, contre les entraves aux échanges, aux frontières ou pas aux frontières.

Par conséquent, ce que les partisans de la liberté des échanges veulent supprimer *ce ne sont pas les frontières, mais les obstacles aux échanges*. Il ne s'opposent qu'au discours, et à la pratique, qui font de ces frontières un prétexte à ces entraves, ils veulent tordre le cou au discours et à la pratique, fondés sur des illusions absurdes, qui déduisent de l'existence des frontières qu'il faudrait forcément y entraver les échanges : ce qu'on appelle le *protectionnisme*.

Pour résumer, ce que les partisans de la liberté des échanges reprochent au protectionniste, c'est de s'imaginer que les frontières seraient une justification spéciale pour empêcher les gens d'échanger entre eux.

Alors que ce que les partisans du mondialisme reprochent aux frontières, ce n'est pas d'entraver les échanges, c'est de mettre des limites à leur pouvoir de voler.

Les mondialistes ne sont absolument pas pour la liberté des échanges.

Et c'est pourquoi le libre-échangeisme et le mondialisme sont des démarches totalement contraires l'un à l'autre, malgré une similitude épisodique de certains discours et de certains actes : celle-ci ne trompe que ceux qui méconnaissent l'opposition radicale entre leurs principes et leurs buts.

La "gestion" des échanges, le début du mondialisme

Il existe aujourd'hui force organismes internationaux qui font mine de vouloir favoriser la liberté des échanges, organismes internationaux que l'on taxe souvent de libéralisme. Grave erreur : ils sont presque tous socialistes.

Ces institutions ont été progressivement construites à partir de la décennie 1920. Les gouvernements qui créaient ces institutions internationales avaient pour objectif de régir les échanges internationaux, se réservant, chacun dans son pays, de gérer les échanges intérieurs.

Le premier créé fut la Banque des Règlements Internationaux, la BRI, et presque simultanément, le Bureau International du Travail. C'était à la fin de la décennie 1920.

Quinze ans plus tard, à la fin de la seconde guerre mondiale, vont naître ces fameuses organisations : l'ONU, qui prend la place de la SDN (chacun sait les effets que cette organisation a pu avoir), le Fonds Monétaire International, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, pour ne pas parler par la suite de la création de l'OMS (l'Organisation Mondiale de la Santé) ou de l'Organisation Alimentaire Internationale. Toutes ces ces institutions internationales interviennent dans les échanges internationaux, non pas pour les faciliter, mais pour que les Etats puissent avoir la mainmise sur les échanges en question.

Le seul domaine où une institution n'avait pas été créée, où seuls des accords de libre-échange avaient été passés, c'était ce qu'on appelait hier le *General Agreement on Tariffs and Trade* : le GATT, qui a disparu dans la décennie 90 pour être mis sous la forme d'une

organisation internationale qu'on appelle aujourd'hui l'Organisation Mondiale du Commerce. Eh bien, ce General Agreement on Tariffs and Trade a quand même, lui, eu un petit effet en matière de libre-échange, puisqu'il est arrivé, de la fin de la décennie 40 jusqu'à la décennie 80, à progressivement réduire les obstacles aux échanges internationaux.

Cet organisme est quand même parvenu à quelques fins puisque, dans la décennie 80, il y a eu effectivement une libéralisation des échanges internationaux. Tout le monde en a bénéficié, et cela a été accru par des décisions prises dans le cadre de la Communauté Économique Européenne, dans les années 85-86, à l'initiative de Margaret Thatcher : ce qu'on a appelé *l'Acte Unique*. L'Acte Unique, ayant comme objectif de créer, pour 1993, un marché unique tant en matière financière qu'en matière non financière.

L'Union européenne premier pas vers le mondialisme

Après la destruction du Mur de Berlin, la disparition de l'URSS, un accord a été conclu entre Mitterrand et Kohl, au sujet de la création à terme, effectivement, d'un État européen, l'étape intermédiaire étant la création d'une monnaie unique. Et cela a pris forme en 1992, par le traité de Maastricht qui a institué l'Union Européenne.

Les accords de libre-échange ont permis une réduction des obstacles aux échanges, laquelle a conduit à leur développement. Ce développement a bénéficié aussi des progrès techniques, en particulier dans ce qu'on a appelé les Nouvelles Techniques d'Information et de Communication. Et c'est la combinaison des deux qui a permis au commerce mondial d'augmenter dans de très fortes proportions et par conséquent de bénéficier à tous.

Malheureusement, et c'est là où on est en plein *mondialisme*, cette évolution n'a pas plu aux hommes de l'État ni à leurs séides et tous font en sorte aujourd'hui de dénaturer, de confondre, de créer des ambiguïtés sur les bienfaits de cette libéralisation des échanges internationaux.

Ce qui est frappant, c'est que *ces premières institutions du mondialisme sont soit totalement inutiles, soit nuisibles à la liberté des échanges* : par exemple la FAO, le FMI, la Banque Mondiale, la BIRD, tout cela n'est rien d'autre que du socialisme : le pillage des faibles par les puissants pour donner des privilèges et des prébendes à la caste d'une soi-disant élite autoproclamée, laquelle méprise évidemment le peuple et qui, de plus en plus, cherche à s'émanciper de toute obligation de se faire élire par lui.

C'est aussi vrai dans le cadre de l'Union Européenne que dans le cas des institutions mondiales qui ne sont contrôlées par personne. Sans ces institutions mondiales, *l'escroquerie réchauffiste*³ par exemple n'aurait pas pu être lancée.

Ce qui montre à quel point l'Union Européenne est contraire à la liberté des échanges en dépit même de certaines de ses intentions, comme la *libre circulation*, c'est la réaction de la classe politique française à l'Acte Unique, et finalement son échec, avec les principes qu'il avait voulu mettre en œuvre.

La classe politique française, voyant que l'Acte Unique prévoyait de nous imposer des réformes qui étaient nécessaires : libéralisations, suppression des monopoles, en a profité

pour tenir un langage de démagogie ou service exclusif des groupes de pression, pour se battre contre la destruction des monopoles qui était censée nous venir de Bruxelles : ce qui a conduit à maintenir les pires de ces monopoles.

Par exemple, l'échec majeur aujourd'hui c'est la Sécurité sociale : le droit européen interdit le monopole de la sécurité sociale ; il a imposé le changement de la législation française pour que les hommes de l'état français mettent fin au monopole de la sécurité sociale. Pourtant, les hommes de l'État français *continuent d'imposer le monopole de la sécurité sociale au mépris du droit européen et au mépris de la loi française.*

Et de même, le *Leurro*. Qu'est ce donc que ce *Leurro* ? C'est une mise en commun forcée des politiques monétaires, qui a pour effet net de nuire à la qualité de la monnaie et d'aggraver dilemme entre l'inflation et le chômage ; mais c'est aussi un moyen de noyer la responsabilité du gouvernement français dans ses extravagances budgétaires, et en matière de Sécurité sociale : le gouvernement français peut se cacher derrière le *Leurro* pour continuer à voler de l'argent en pure perte, et pour continuer à accumuler des déficits sans que le marché, notamment le marché des devises, exprime sa défiance envers une politique aussi folle, par la dévaluation qui en d'autres circonstances l'aurait sanctionnée.

Le projet mondialiste (et ses manifestations partielles dans l'Union Européenne) est contraire à la la liberté des échanges. Il l'est de fait et, de plus en plus, dans l'intention. Il est donc complètement absurde de confondre le libre-échangeisme et le mondialisme.

Libéralisme contre immigrationnisme

Il y a une deuxième confusion qui est, elle aussi, formellement absurde, c'est la confusion du libéralisme avec un immigrationnisme inconditionnel⁴.

Malheureusement, un certain nombre de gens qui passent pour "libéraux", ou qui le sont réellement mais n'ont pas suffisamment réfléchi à cette question, se déclarent partisans par principe d'une prétendue "liberté d'immigrer". C'était notamment le cas de Ludwig von Mises --celui-ci n'en disait pas moins en substance que si les socialistes hitlériens voulaient s'installer en Grande-Bretagne pour y changer la nature du gouvernement, il ne faudrait pas les laisser faire (de toutes façons Mises n'était pas un bon philosophe politique : c'était un très grand économiste, mais il ne savait pas raisonner sur les normes) .

Par ailleurs, c'est vrai que des économistes ont, en faveur de l'immigration, un certain nombre d'arguments qui pourraient les faire passer pour immigrationnistes, arguments qu'ils ont en outre le devoir de mettre en avant, parce qu'ils sont souvent les seuls à les connaître alors qu'ils sont vrais, et que ceux-ci ont, par conséquent, leur place dans le débat sur l'immigration.

En revanche, *le libéralisme en tant que tel est logiquement incompatible avec l'idée d'un immigrationnisme inconditionnel.*

Pourquoi ? Parce que sa position spécifique dans ce débat consiste uniquement à dire que

"chacun a le droit d'inviter chez lui qui bon lui semble, et personne n'a le droit de s'installer chez les autres sans y avoir été invité."

Cette affirmation trouve son expression naturelle dans un régime d'anarcho-capitalisme ; dans un tel régime il n'y a pas de problème d'immigration parce que *chaque propriétaire privé y invite chez soi qui il veut, et exclut de sa propriété qui bon lui semble, sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit*. Dans un régime anarcho-capitaliste, par conséquent, il n'y a pas de problème d'immigration, parce qu'il n'y a pas d'"étrangers", et pas d'"immigrés".

Cependant, à partir du moment où il n'y a pas d'anarcho-capitalisme, *à partir du moment où il existe un État*, même un État ultra-minimal qui est chargé uniquement de la défense nationale, *c'est par définition qu'il y a des étrangers indésirables*. En effet, le rôle de la défense nationale est justement de tenir à l'écart du territoire national les étrangers que le souverain a jugé indésirables.

Le libéralisme se distingue de l'anarcho-capitalisme en ce qu'il postule qu'on ne peut pas véritablement se passer de l'état ultra-minimal. Or, l'existence de l'état, même ultra-minimal, implique automatiquement la police des étrangers ; elle implique automatiquement qu'il existe des étrangers indésirables, qui doivent être tenus à l'écart du sol national ; elle implique automatiquement que les étrangers invités ne doivent pas non plus être admis à n'importe quelles conditions dans la communauté des citoyens.

Donc l'immigrationnisme inconditionnel est logiquement incompatible avec le libéralisme.

Voilà ce qu'un grand nombre de libéraux ne comprennent pas, et a fortiori un certain nombre d'adversaires du libéralisme, surtout quand ils sont nationalistes.

L'immigrationnisme inconditionnel implique une négation du droit de propriété sur le sol qui est le contraire absolu du libéralisme : c'est une *lubie communiste*, et pour cette raison, la confusion entre le libéralisme et l'immigrationnisme est absurde : il faut lui tordre le cou.

A cet égard, on peut souligner que les socialistes aiment bien faire référence à de prétendues "imperfections du Droit". Aujourd'hui, c'est à la mode dans certains "modèles économiques". Et au nom de ces "imperfections du Droit", ils disent, "il faut que l'état intervienne". Or, en l'espèce, ce qui est en question, ce n'est pas la propriété privée, mais c'est la propriété *publique*. Autrement dit, s'il y a un problème d'immigration, il est lié au fait que l'État, dans sa fonction de gestionnaire du domaine *public*, ne remplit pas les obligations que tout propriétaire dans son son domaine privé croit bon de respecter.

Liberté d'immigrer ou liberté d'échanger

L'État, cependant, ne peut pas se conduire comme un "propriétaire", dans la mesure où il ne l'est pas. On peut penser, comme le dit Hoppe, qu'un monarque va traiter le domaine public national comme une propriété privée privée ; et on observe assez bien que c'est ce qu'il fait : à ce titre, il va inviter les étrangers qu'il juge désirables, et va tenir à l'écart les étrangers qu'il juge indésirables. À partir du moment où il y a un État, *le souverain décide souverainement qui sont les étrangers désirables et qui sont les étrangers indésirables*.

Le problème de la pseudo-démocratie socialiste, c'est qu'elle a besoin de clientèles et de prétextes pour voler les autres : pour un pseudo-démocrate socialiste, les étrangers que n'importe quel propriétaire jugerait indésirables, c'est-à-dire des gens qui sont improductifs voire dangereux, ils lui sont bienvenus parce qu'ils peuvent rejoindre la clientèle de son Parasitisme Institutionnel⁵ d'État.

Et c'est bien ce qui se passe avec l'immigration dans la pseudo-démocratie socialiste : dans une démocratie le souverain nominal c'est le peuple, de sorte que toute immigration qui s'y produit contre l'opinion majoritaire y est par hypothèse injuste : elle y est par définition illégitime au regard du principe démocratique qui fait que le souverain de cet état-là, c'est le peuple. Donc, le simple fait qu'un immigré s'installe sur le sol national alors que la majorité de la population était hostile à cette immigration y est un acte criminel.

Le maintien sur place de l'immigré contre la volonté du souverain qui, dans la démocratie, est le peuple, est également un acte criminel en soi : c'est toujours une intrusion. Et a fortiori, dans la pseudo-démocratie socialiste, dans la mesure où la grande majorité de ces intrus vit d'argent *volé* par la force au peuple en question, c'est une deuxième violation manifeste du principe démocratique, c'est-à-dire du Droit des citoyens, mais en plus, c'est une violation des Droits de l'Homme, dans la mesure où *les Droits de l'Homme c'est justement le Droit de n'être pas esclave*.

La population hôte, la population d'accueil dans cette politique pseudo-démocratique et socialiste, voit donc ses Droits violés à deux titres : en tant que *citoyens*, et en tant qu'*êtres humains* car, en tant que citoyens, elle voit mépriser son Droit démocratique de décider de l'immigration ; en tant que citoyens, elle voit censurer son Droit démocratique de protester contre cette première violation de ses droits de citoyens.

Et en tant qu'*êtres humains*, c'est une violation des Droits de l'Homme parce que les envahisseurs vivent par la force sur le dos des indigènes et, de ce fait, *en esclavagistes*, sur le dos de ces *esclaves-là*.

Donc la politique d'immigration menée depuis une trentaine d'années par les gouvernements pseudo-démocratiques et socialistes successifs depuis une trentaine d'années est doublement contraire aux Droits de l'Homme et du Citoyen et, bien entendu, elle est totalement contraire aux principes du libéralisme.

Les biens importés sont *invités*

De ce point de vue, il y a une autre confusion qu'il faut dissiper, ce que fait d'ailleurs très bien encore une fois Hans-Hermann Hoppe, c'est *la confusion entre l'importation des biens et l'immigration des gens*. Rappelons-nous l'argumentation de Jean-Marie Le Pen contre la liberté des échanges : selon lui, dans une maison, on n'ouvre pas toutes les fenêtres et toutes les portes à n'importe qui et n'importe quoi ; mais *c'est là que se trouve la confusion* entre l'importation des biens et l'immigration des gens. Une importation de produit a toujours été *invitée* par quelqu'un qui se trouve dans la maison. Si dans votre maison arrive un bien, c'est parce qu'il a été *voulu*, par un propriétaire légitime ou par un résident légitime de la maison en question ; en d'autres termes, *toutes les importations ont été invitées par quelqu'un qui avait le Droit de le faire alors que les étrangers, eux, peuvent se déplacer qu'on les ait invités ou non*.

De même qu'il est impossible qu'une importation n'ait pas été voulue par un résident légitime sur le territoire national, de même il est parfaitement possible qu'un immigré ne soit *pas* voulu par le propriétaire légitime du territoire national.

Il y a donc lieu de distinguer de la manière la plus stricte la liberté des échanges qui est une simple *conséquence* du droit de propriété, et cette prétendue liberté d'immigrer qui, si on la prend inconditionnellement, est une *négation* de ce même droit de propriété. La

liberté des échanges est une expression de la propriété naturelle et elle est l'*incarnation* même de la justice naturelle, alors que l'immigrationnisme inconditionnel est la négation de la propriété sur le sol, ce qui implique une *négation* de la justice naturelle. De ce point de vue, l'opposition est totale et ceux qui les confondent, que ce soit pour prôner l'immigrationnisme inconditionnel ou pour se servir du caractère éventuellement illégitime de l'immigration pour condamner le libre-échange, ces gens-là entretiennent une confusion inadmissible, et ils en abusent.

Le protectionnisme, pomme de discorde pour la communauté nationale

Il y a encore une confusion à dénoncer à propos du mondialisme : celle qui consiste à postuler faussement, face à la politique protectionniste, une prétendue identité d'intérêts entre les résidents nationaux. En effet, à partir du moment où le produit importé a été invité par un résident légitime, il s'ensuit que *le protectionnisme viole les Droits* de ce résident légitime. En empêchant cette invitation, en l'interdisant, en l'entravant, le protectionnisme commet une *injustice*.

Et cette injustice-là en fait automatiquement une *pomme de discorde* entre les résidents nationaux. Comme on l'a déjà dit à plusieurs reprises (sur Lumière 101), il n'y a absolument *aucune solidarité entre le voleur et "son" volé* : le protectionniste est un voleur, l'importateur bafoué est un volé, et ils sont *ennemis* ; le protectionniste est un délinquant, l'importateur est un propriétaire légitime, dont des violents disposent des biens contre son consentement.

Le protectionnisme ne peut donc pas être l'expression d'une solidarité nationale qui serait naturelle : il est au contraire *incompatible* avec la solidarité nationale, puisqu'il crée un *conflit* entre les résidents. De ce point de vue là, il n'y a aucune identité des intérêts entre les nationaux, de même qu'il n'y a aucune identité des intérêts entre les étrangers face à la politique protectionniste. La politique protectionniste, c'est une politique qui oppose des résidents nationaux, *entre eux* ; le *salétranger*⁶ n'est que le chiffon rouge qu'on agite devant le nationaliste pour lui faire perdre de vue ce *conflit* que le protectionnisme crée à l'intérieur de la communauté politique, ce qui en fait le contraire même de la solidarité nationale.

Si nous nous en tenons à un raisonnement comptable, qui s'oblige à recenser tous les intérêts en cause dans une politique protectionniste, il apparaît que nos compatriotes victimes de la politique protectionniste ne sont pas seulement les *importateurs*, qui voudraient pouvoir acheter moins cher leurs produits à l'étranger, ce sont aussi les *producteurs* qui ont besoin de pouvoir s'approvisionner aux meilleures conditions pour demeurer *concurrentiels*, et ce sont aussi les *exportateurs*, qui ont besoin que le *salétranger* puisse nous vendre ses produits, afin que lui, l'exportateur, puisse lui vendre les siens.

Nous en arrivons aux fausses distinctions entre l'intérêt national et l'intérêt étranger.

En effet cette politique protectionniste ne se contente pas de *voler* ces résidents nationaux pour donner le butin de ce vol à d'autres résidents nationaux, c'est-à-dire de créer le conflit entre résidents nationaux dont nous venons de parler, mais elle crée aussi des conflits *entre les salétrangers* qui lui servent d'alibi. En fait, si le protectionnisme

favorise des résidents nationaux aux dépens d'autres résidents nationaux, *il favorise aussi des résidents étrangers* aux dépens de résidents nationaux et d'autres résidents étrangers.

Et du point de vue de l'intérêt national, ce que démontre le raisonnement économique (à ceux qui veulent bien l'apprendre), c'est que l'effet net du protectionnisme sur la richesse nationale est *d'appauvrir le pays* à qui son gouvernement l'inflige, tout en nuisant également à ses partenaires commerciaux.

Le protectionnisme, injustice et cause de pauvreté

Les protectionnistes sont des traîtres. Ils *affaiblissent leur pays* non seulement parce qu'ils *créent des conflits* à l'intérieur de la communauté nationale, mais aussi parce qu'ils *l'appauvrissent en pure perte*.

Ce sont des traîtres par incompetence, par aveuglement idéologique et refus de l'évidence rationnelle -- laquelle est à la portée d'un élève de cinquième puisqu'il ne s'agit que d'appliquer les règles de l'algèbre, de ne pas se tromper de signe, de ne pas prendre un gain pour une perte, ni une perte pour un gain.

De ce point de vue, il persiste un sophisme caractéristique des soi-disant nationalistes et qui consiste à prétendre disqualifier le raisonnement libre-échangiste sous prétexte qu'il incarnerait certaines *valeurs*, valeurs que les nationalistes ne reconnaîtraient pas.

Il s'agit évidemment d'un alibi, d'un prétexte, que Frédéric Bastiat⁷ avait bien résumé en en disant :

"Voilà, je vous explique que deux et deux font quatre, et vous me dites que je suis un économiste sans cœur, qui n'a aucune compassion, qui veut le malheur des autres."

Il se trouve que deux et deux font toujours quatre, quelles que soient les intentions, et quelles que soient les opinions, y compris celles qui le nient ; la seule valeur que porte l'arithmétique, c'est le *respect de la vérité*. Et la théorie économique, et a fortiori le raisonnement algébrique, ne sont pas en eux-mêmes porteurs d'autres valeurs. Ils disent seulement : "ceci est, cela n'est pas"; "si vous faites ceci, il se passera cela --au lieu de ce que vous croyiez".

Et en l'espèce, le raisonnement comptable *démontre logiquement* que le protectionnisme *appauvrit* le pays auquel son gouvernement l'inflige (et le raisonnement à l'équilibre permet pour sa part d'estimer la perte, en tendance, à la *totalité* de la propriété usurpée). Donc si vous voulez continuer à faire du protectionnisme, c'est-à-dire si vous voulez ruiner vos concitoyens et affaiblir votre pays, vous pouvez le faire. Seulement, ce que dit la science économique, c'est que vous irez à l'encontre de vos intérêts proclamés.

Evidemment, le comptable passe pour un individu à l'esprit étriqué, au cœur sec. L'ennui, pour les nationalistes --ou soi-disant tels, c'est que ce raisonnement comptable (avec ses [limites](#)) est le *seul* qui, en science économique, permette de *définir l'intérêt national* de façon objective et identifiable : l'ensemble des résidents se trouve-il plus riche ou plus pauvre (c'est-à-dire plus faible ou plus puissant), du fait de telle ou telle politique ?⁸

On a donc l'impression que les nationalistes inventent un prétendu "conflit de valeurs", alors qu'il ne s'agit que d'une question de *fait*, pour ne pas admettre que le protectionnisme

est contraire à ce qu'ils seraient bien obligés d'appeler l'"intérêt national" s'ils se pliaient aux disciplines de l'arithmétique et, en l'espèce, de l'algèbre.

Ces "nationalistes"-là préfèrent poursuivre le chiffon rouge qu'on leur agite sous le nez avec le *salétranger*, plutôt que de voir que la politique qu'ils prônent *est contraire à l'intérêt national*.

On pourrait expliquer ce refus par un attachement sentimental, passionnel, irraisonné, à la défense du territoire, à une idée de la "souveraineté nationale" qui se trouve être ici, comme un furoncle, mal placée ; mais on n'en est pas moins contraint d'appeler *pseudo-nationalistes* ces gens qui *sacrifient l'intérêt national à leurs erreurs de raisonnement personnels* à son sujet.

Les frontières, alibi des protectionnistes, ne permettent pas de définir une politique économique

En plus de la fausse distinction entre l'intérêt national et l'intérêt étranger, une autre distinction doit être dénoncée : l'idée selon laquelle les frontières seraient non seulement le lieu d'opposition des intérêts mais aussi le lieu d'une *politique spécifique*.

Cette distinction est illusoire parce que, pour ce qui est de leurs effets réels, il est *indifférent* qu'on entrave les échanges *aux frontières*, ou qu'on les entrave *ailleurs*, à *l'intérieur* des frontières. C'est notamment ce que ne comprennent pas ceux qui reprochent aux socialistes internationalistes d'être partisans du libre-échange. C'est seulement en apparence, parce qu'ils veulent supprimer les frontières, que les socialistes passent pour partisans du libre-échange. Car la liberté des échanges ne se divise pas ! Il n'y a pas de différence de nature entre les diverses entraves aux échanges ; elles ont des effets semblables ; en conséquence, *peu importe que les socialistes abolissent des frontières puisque les échanges, ils les entravent partout ailleurs*. Le socialisme rançonne et entrave nécessairement les échanges, et ce n'est donc pas vrai, ce ne peut pas être vrai que les socialistes seraient favorables à la liberté des échanges : encore une fois, s'ils veulent supprimer les frontières, c'est pour que lesdites frontières ne fassent plus obstacle au pouvoir que la police détient, sous leurs ordres, de voler les citoyens.

En d'autres termes, non seulement *la frontière n'est pas le lieu d'opposition des intérêts* -- puisque du protectionnisme *les salétrangers profitent ou souffrent de façon aléatoire, dans la même mesure et au même titre que les gentils nationaux*, mais cette frontière n'est pas non plus le lieu de mise en œuvre d'une politique spécifique : la frontière n'est que *l'un des endroits* où la police, la gendarmerie ou les douaniers peuvent voler les producteurs sur l'ordre des prédateurs étatiques.

Il n'y a aucune différence de nature entre les entraves aux échanges que les hommes de l'état imposent aux frontières et les entraves aux échanges que les hommes de l'état imposent à distance des frontières.

Le protectionnisme, en l'espèce, n'est pas du tout une politique *différente* des autres, c'est une politique *qui se trouve s'appliquer à un certain endroit, mais dont les effets contraignants sont tout à fait les mêmes que celles des autres politiques redistributrices*.

C'est pourquoi une autre distinction que l'on fait n'a aucun sens non plus, c'est la prétendue distinction entre *protectionnisme et fiscalisme*.

Elle n'a aucun sens, parce qu'il y a une équivalence absolue, qui est même mathématiquement démontrable, entre les effets contraignants du monopole protectionniste et ceux de l'impôt-subvention.

Tout comme l'impôt-subvention, le monopole protectionniste s'empare du bien d'autrui contre son consentement, et donne le butin de ce vol à un receleur que les hommes de l'état n'ont pas forcément choisi. De ce point de vue, l'impôt-subvention et le monopole protectionniste ont les mêmes effets contraignants : dans l'un et l'autre cas c'est une redistribution de producteurs innocents vers des receleurs et autres prédateurs qui, eux, ne le sont pas.

Et c'est tout autant une destruction de richesses, a fortiori en raison de la Loi de Bitur-Camember⁹.

C'est en outre une redistribution et une destruction de richesse *aléatoires* : en effet, ce sont très rarement les victimes désignées de ce genre de politiques qui en supportent réellement la charge, et ce ne sont que très rarement leurs bénéficiaires désignés qui s'en retrouvent enrichis.

C'est une redistribution au hasard, et c'est une destruction certaine, et il n'y a aucune différence entre le protectionnisme et le fiscalisme. D'ailleurs on peut s'en apercevoir en examinant les actes qui constituent le protectionnisme, parce qu'une grande partie du protectionnisme passe par cet impôt que sont les "droits de douane". Ceux qui prônent le protectionnisme tout en dénonçant le fiscalisme se contredisent donc eux-mêmes : leur discours s'annule, ils se mettent hors jeu ; ils exposent leur ignorance.

Le socialisme échoue toujours

Le socialisme échoue toujours, et pour trois raisons.

Il échoue, tout d'abord, *parce que ses bénéficiaires et ses victimes ne sont presque jamais ceux qu'il aurait souhaité* : les lois de l'économie font que ses victimes lui échappent, et que ses receleurs sont ceux qui sont les plus malins.

Malgré tout son arbitraire, ce sont uniquement les circonstances économiques qui désignent ses victimes et receleurs ultimes : ceux qui se trouvent posséder les actifs les plus spécifiques à l'activité taxée ou subventionnée.

Ensuite, le socialisme échoue fondamentalement *parce qu'il détruit la richesse*, et parce qu'il la détruit à 100%, comme nous l'avons démontré avec la loi de Bitur-Camember : il détruit tout ce qu'il touche ; c'est vraiment la machine à fabriquer de la merde à partir des efforts et de la peine des hommes.

Evidemment, si le socialisme n'est que pure et aveugle destruction, c'est parce qu'il *consiste* dans un pillage systématique des producteurs par les puissants : c'est-à-dire, parce qu'il est intrinsèquement *criminel* (mais cela, les économistes le comprennent en dernier).

Enfin, troisième raison pour laquelle le socialisme échoue, c'est *que ses esclaves lui échappent* : soit en choisissant d'investir dans des activités non taxées, soit en quittant carrément le pays dont le gouvernement les asservit.

C'est ce qui arrive lorsque vous achetez des produits fabriqués dans des pays moins socialistes : ainsi, vous échappez un peu au socialisme ; quand vous allez vous installer dans un pays étranger ; quand vous allez mettre votre argent dans un pays étranger : vous échappez encore en partie au socialisme.

Tout cela, les socialistes le vitupèrent sous les sobriquets de "délocalisation", de "fuite des capitaux" ou de "fuite des cerveaux", telle la contremaîtresse esclavagiste Martine Aubry

qui dénonçait les Français allant s'installer à Londres ou à Bruxelles pour échapper à son esclavage.

L'existence des frontières contribue de façon majeure à cette troisième cause d'échec.

Et c'est pour cela que *cette troisième cause est la seule que les socialistes perçoivent* : tant que les frontières n'ont pas disparu, c'est-à-dire tant que le complot mondialiste n'a pas abouti, cette cause-là peut servir d'alibi à leur refus de voir les deux autres raisons, qui condamnent le socialisme à l'échec en toutes circonstances, de sorte que, s'ils les comprenaient, ces deux-là, ils seraient finalement guéris de leur folie.

Le protectionnisme est un socialisme qui débouche plus rapidement sur l'échec que sa version mondialiste

Or, aujourd'hui, que dit le soi-disant discours anti-mondialisation ? Que reproche-t-il à la liberté des échanges ? De mettre en cause la prétendue "protection sociale", les prétendus "services publics" c'est-à-dire *les institutions mêmes du socialisme pseudo-démocratique*¹⁰.

Il exprime donc typiquement la mentalité du socialiste : non seulement celui-ci ne comprend évidemment pas que le socialisme est intrinsèquement criminel mais en outre croit que si celui-ci échoue, ce ne serait pas parce qu'il est aveugle et destructeur (première et deuxième raison), mais uniquement parce que ses victimes, ses esclaves désignés, réussissent encore trop à lui échapper (la troisième).

La différence, cependant, c'est que les autres socialistes ont compris ce que lui, ne comprend pas : à savoir que, *s'ils y parviennent à ce point, ces esclaves, à lui échapper, c'est justement dans la mesure où les frontières existent, c'est-à-dire dans la mesure où le complot mondialiste, jusqu'ici, a échoué.*

Le socialiste, pour sa part, *croit sauver l'illusion socialiste en généralisant la prédation étatique* et c'est pour cela qu'il pousse au *gouvernement mondial*.

Le pseudo-nationaliste, dont le protectionnisme a fait un socialiste, comprend encore moins ces enjeux-là que lui, et prône des politiques qui exposeraient bien plus rapidement la faillite intrinsèque de ces institutions.

Les pseudo-nationalistes passent donc leur temps à prôner une chose et son contraire, à dénoncer une chose et son contraire, à prendre fait et cause pour des institutions (criminelles et destructrices) en fait contraires à leurs aspirations, et en même temps à dénoncer le seul complot politique qui permettrait de prolonger leur agonie.

Il est désolant de voir des gens à certains égards admirablement intelligents tenir un discours à ce point incohérent, étant totalement aveugles aux principes ainsi qu'aux conséquences des politiques dont ils causent.

En conclusion, nous pouvons dire que le protectionnisme n'est qu'un aspect du socialisme, celui de ses aspects qui est le plus propre à séduire —et à duper— les conservateurs. Cependant, ceux qui vitupèrent le mondialisme sans avoir renoncé au socialisme se contredisent eux-mêmes, et on leur prédit qu'ils auront toujours le dessous par rapport aux socialistes internationalistes.

L'obstacle au socialisme que les socialistes sont capables de percevoir, ce sont les frontières : c'est la limite que les frontières opposent aux pouvoirs de la police ; et avec elles, c'est l'impossibilité où se trouvent les hommes de l'état socialiste de dépouiller leurs victimes au-delà d'une certaine limite.

S'ils avaient compris que le socialisme est pure et vaine destruction, ils seraient déjà guéris de l'illusion socialiste : ils ne peuvent entretenir celle-ci que s'ils attribuent son échec au seul égoïsme des possédants, c'est-à-dire s'ils continuent à faire un bouc émissaire de ses échecs ceux de ses esclaves qui réussissent à lui échapper.

Il s'ensuit que, pour prolonger l'illusion socialiste, il est bien plus opportun de contester les frontières que de les défendre.

C'est ce que les alter-mondialistes ont compris, et que la plupart des nationalistes français ne comprennent toujours pas : si ce qu'on veut c'est prolonger l'illusion socialiste avec ses prétendus "services publics" et autre "protection sociale", alors il faut pousser au socialisme mondial.

Alors que, si vous êtes contre le mondialisme, vous ne pouvez pas défendre les prétendus "services publics", la prétendue "protection sociale", encore moins dénoncer ceux de leurs esclaves désignés à qui l'existence des frontières permet en partie de leur échapper : alors même que vous dénonceriez le mondialisme, vous continueriez à le servir parce que ces institutions criminelles sont socialistes, que c'est l'existence des frontières qui aujourd'hui expose leur faillite intrinsèque, de sorte que le mondialisme est bien l'ultime recours de l'illusion socialiste.

Notes

1 A partir de la transcription d'un dialogue sur *Lumière 101* mise en ligne sur <http://lumiere101.com/2008/06/18/le-mondialisme/>

2 Cf. socialisme pseudo-démocratique : <http://fr.liberpedia.org/Socialisme>

3 Cf. L'escroquerie réchauffiste : <http://lumiere101.com/2008/01/22/le-rechauffisme/>

4 Cf. *Le libéralisme et l'immigrationnisme inconditionnel* : <http://fr.liberpedia.org/Immigration>

5 Cf. *le Parasitisme Social Institutionnel* : http://fr.liberpedia.org/Parasite_social_institutionnel

6 Cf. *Le salétranger* : <http://fr.liberpedia.org/Salz%C3%A9trangers>

7 Cf. *Frédéric Bastiat* : <http://fr.liberpedia.org/Bastiat>

8 A propos de valeurs, il faudrait insister sur un autre point : même si le raisonnement comptable dont il est ici question ne fait que recenser la contrepartie des échanges en monnaie, la comptabilité qui donne leur valeur aux produits échangés n'est pas moralement neutre : bien au contraire, ces évaluations n'ont aucun sens en-dehors de contrats volontaires entre propriétaires responsables. La comptabilité n'est pas un exercice arbitraire, qui ferait intervenir n'importe quel prix ou n'importe quelle idée passée par la tête du comptable. Autrement dit, la comptabilité repose sur des valeurs. Elle se fonde sur

les droits de propriété dont sont dotées les personnes en question. Et il n'est pas question de condamner ces droits de propriété : c'est une des façons par lesquelles l'individu, l'être humain, existe. Autrement dit, cette comptabilité est tout sauf amoral, elle est fondée sur la justice.

Et c'est donc à juste titre qu'on peut parler de vols, de destructions, de saccages commis par la puissance publique. La science économique, comme toute science, dépend de valeurs qui sont celles de l'honnêteté et de la non-agression.

Et pour que les chiffres que nous donne la comptabilité aient un sens, il faut justement que ces vols, que ces saccages n'aient pas lieu. Sinon, les chiffres n'ont aucun sens : c'est pour cette raison que la partie étatique de la comptabilité "nationale" ne veut rien dire.

9 Cf. *La loi de Bitur-Camember* : http://fr.liberpedia.org/Loi_de_Bitur-Camember

10 Cf. *Services publics* : http://fr.liberpedia.org/Service_public

N.B. Notons que cette démonstration nous ramène, quelque cent ans en arrière, vers un ensemble d'articles de Vilfredo Pareto qui va sortir aux Editions du Trident (<http://www.editions-du-trident.fr/index.htm>) sous le titre *Le Péril socialiste*. Ces articles s'interrogeaient sur le péril socialiste qui était à l'horizon et des aspects de ce péril : l'étatisme et le protectionnisme. L'actualité de la fin du XIXe siècle est tout à fait proche de celle que nous venons de décrire. En d'autres termes, nombreux sont ceux qui n'ont rien appris, rien compris, et continuent faire le malheur de ceux qu'ils assujettissent à leurs politiques dévastatrices.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.